

**Rexel SA**

**Rapport complémentaire des commissaires aux  
comptes sur l'augmentation du capital avec suppression  
du droit préférentiel de souscription**

**Réunion du conseil d'administration du 28 mars 2017**

## **Rapport complémentaire des commissaires aux comptes sur l'augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription**

**Réunion du conseil d'administration du 28 mars 2017**

### **Rexel SA**

13, boulevard du Fort de Vaux  
CS 60002  
75838 Paris Cedex 17

### **Aux Actionnaires**

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application des dispositions de l'article R. 225-116 du code de commerce, nous vous présentons un rapport complémentaire au rapport du 22 avril 2016 établi par PricewaterhouseCoopers Audit et Ernst and Young Audit sur l'augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée, notamment, à un ou plusieurs établissements financiers mandatés dans le cadre d'un « Share Incentive Plan » (SIP) établi au profit de salariés et mandataires sociaux de sociétés liées à la Société dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail ayant leur siège au Royaume Uni, autorisée par votre Assemblée Générale Extraordinaire du 25 mai 2016 dans le cadre de la vingtième résolution.

Cette assemblée avait délégué à votre conseil d'administration la compétence pour décider d'une telle opération, jusqu'au 27 juillet 2017, et pour un montant nominal maximum ne pouvant pas excéder 1% du capital de Rexel, apprécié au jour de la décision de fixation du prix de souscription. Faisant usage de cette délégation, votre conseil d'administration a décidé dans sa séance du 25 mai 2016 du principe de la mise en œuvre d'une augmentation du capital social en faveur du trustee du « Share Incentive Plan » (SIP) à concurrence des actions souscrites par les bénéficiaires du SIP au Royaume-Uni, dans la limite d'un plafond égal à 1 % du capital social de la Société, apprécié le jour de la fixation par le Directeur Général de la période de souscription (« enrollment period »), soit le 5 septembre 2016, soit un montant maximum de 3.022.747 actions à émettre correspondant à une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 15 113 735 euros.

Le conseil d'administration, le même jour, a décidé que le prix de souscription des actions dans le cadre du SIP sera égal, sans décote, au plus faible du cours de l'action (i) à l'ouverture de la période dite d'« accumulation » (période qui aura lieu entre le 27 septembre 2016 et le 28 février 2017 durant laquelle des déductions sur salaire sont opérées sur le salaire des participants au SIP pour payer la souscription des actions dans le cadre du SIP), le cours d'ouverture de l'action Rexel retenu étant le cours du 26 septembre 2016, au taux de change, tel que constaté le 26 septembre 2016 et fixé le 26 septembre 2016 et (ii) à une date suivant la clôture de cette période dite d'accumulation, tel que constaté en application de la réglementation locale applicable, soit le cours d'ouverture de l'action Rexel le 10 mars 2017, au taux de change, tel que constaté le 10 mars 2017 et fixé le 10 mars 2017. Le montant de cette souscription correspondra à l'apport personnel des bénéficiaires du SIP en livres sterling anglaises ainsi qu'à l'abondement (« matching shares ») proposé par l'employeur local ou le « Sponsor » du SIP.

A l'issue de la période d'accumulation, soit le 13 mars 2017, le Directeur Général de votre société, conformément au pouvoir reçu de votre conseil d'administration en date du 25 mai 2016, a constaté une augmentation de capital de 524 323,17 euros, par l'émission de 39 114 actions nouvelles, émises chacune au prix de 13,405 euros, soit avec une prime d'émission de 8,405 euros par action.

Votre conseil d'administration, dans sa séance du 28 mars 2017, a pris connaissance du compte-rendu établi par le Directeur Général relatif à l'augmentation du capital de 524 323,17 euros, par l'émission de 39 114 actions nouvelles, émises chacune au prix de 13,405 euros, soit avec une prime d'émission de 8,405 euros par action. Le montant nominal de l'augmentation de capital s'élève à 195 570 euros. Ce

même jour, en application des dispositions de l'article R. 225-116 du Code de commerce, le conseil d'administration a établi son rapport complémentaire qui nous a été communiqué. Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport complémentaire conformément aux articles R. 225-115 et R. 225-116 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont notamment consisté à vérifier :

- la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes annuels et des comptes consolidés au 31 décembre 2016, arrêtés par le conseil d'administration. Ces comptes ont fait l'objet d'un audit par nos soins selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ;
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par l'assemblée générale ;
- les informations données dans le rapport complémentaire du conseil d'administration sur le choix des éléments de calcul des prix d'émission et leur montant définitif.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité des informations chiffrées tirées de ces comptes et données dans le rapport complémentaire du conseil d'administration ;
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par votre assemblée générale extraordinaire du 25 mai 2016 et des indications fournies aux actionnaires ;
- le choix des éléments de calcul des prix d'émission et leur montant définitif ;
- la présentation de l'incidence de l'émission sur la situation des titulaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital appréciée par rapport aux capitaux propres et sur la valeur boursière de l'action ;
- la suppression du droit préférentiel de souscription sur laquelle vous vous êtes précédemment prononcés.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 11 avril 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.



Christian Perrier



Valérie Besson



Jean-Marc Discours